

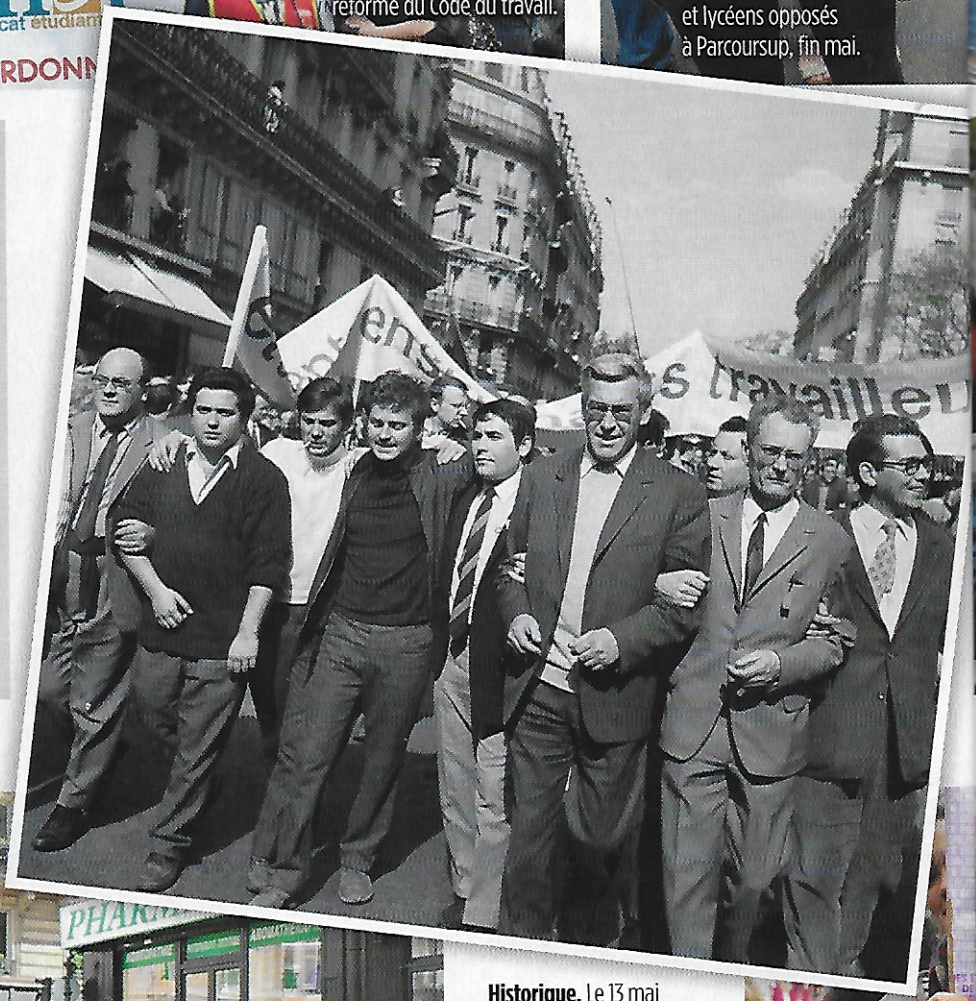
Convergence des luttes. En septembre 2017, jeunes de l'Unef et militants CGT manifestent contre la réforme du Code du travail.



Sursaut. Etudiants et lycéens opposés à Parcoursup, fin mai.



Pack. En mai 1968, la carte de l'Unef se vend avec celle de la mutuelle MNEF.





Polémique. Maryam Pougetoux, porte-parole de la section Paris-IV du syndicat, apparaît voilée dans un reportage télévisé.



Historique. Le 13 mai 1968, rue Beaubourg, à Paris. Les grévistes, à l'appel des syndicats, avec les étudiants. De g. à dr., Alain Geismar (Syndicat national de l'enseignement supérieur), Jacques Sauvageot (Unef), Daniel Cohn-Bendit, Georges Séguy (CGT) et Eugène Descamps (CFDT).

L'Unef, étoile morte de la gauche





Précaire. Lilâ Le Bas, la numéro un de l'Unef depuis 2016, est très critiquée.



Féministe. Mobilisation pour la parité à l'université, comme dans la société.

AKG-IMAGES - KEYSTONE FRANCE - SÉBASTIEN ORTOLA/REA - AFP - NICOLAS TAVERNIER/REA - EMMANUELLE THIERCELIN/DIVERGENCE - MARTA NASCIMENTO/REA

La Fage, premier représentant des étudiants
Résultat des élections au Conseil national des œuvres universitaires et scolaires (Cnous), le 31 janvier 2017.

91 voix
Fédération des associations générales étudiantes (Fage)

67 voix
Union nationale des étudiants de France (Unef)

17 voix
Promotion et défense des étudiants (PDE)

12 voix
Union nationale inter-universitaire (Uni)

Recalée.
Entre querelles idéologiques et luttes intestines, l'Union nationale des étudiants de France s'éteint.

PAR ERWAN BRUCKERT, HUGO DOMENACH ET CLÉMENT PÉTREAULT

Dans la cour de la fac de Tolbiac, le 6 avril, trois jeunes filles masquées – accompagnées d'un chien – tiennent une « autoconférence de presse ». Elles réclament le retrait de la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE), la démission d'Emmanuel Macron et le soutien au peuple kurde. Un chien, trois postadolescentes grimées et des revendications fantasques... Où sont donc passés les syndicalistes professionnels de l'Unef, l'organisation étudiante capable de faire tomber des gouvernements ? Que sont devenus les inamovibles porte-parole aux allures d'étudiants à vie ? Divisée, dépeuplée, affaiblie et incapable de structurer grèves et manifestations, l'Unef ne fait plus peur à personne. Elle ne fait même pas frémir Matignon : *« On a rencontré Edouard Philippe cette année pour discuter de Parcoursup. Nous sommes tombés sur un mur. Même chose pour ses conseillers, courtois, polis, mais butés, ils n'ont rien voulu entendre »*, raconte une ex-dirigeante nationale de l'Unef.

La pouponnière du PS, avec ses sempiternelles querelles de courants, aurait-elle perdu la main sur le monde étudiant ? En 2016, elle perd sa position majoritaire au profit de la Fédération des associations générales étudiantes (Fage). Concurrencée par La France insoumise et des mouvements inspirés de Nuit debout, l'Unef est devenue inaudible et invisible. Enfin, presque... Le 12 mai, Maryam Pougetoux, porte-parole de la section Paris-IV du syndicat, apparaît dans un reportage télévisé avec un hijab serré, suscitant une polémique autour des errances idéologiques de l'organisation.

Revendications farfelues.
L'Unef affaiblie, c'est l'amateurisme qui triomphe. Les « totos », ces jeunes de gauche aux revendications farfelues, selon le vocabulaire initial de l'Unef, ont pris le pouvoir. Résultat ? En juin, les CRS ont évacué les universités dans l'indifférence quasi générale, sans qu'aucune victoire, même symbolique, ne soit accordée au mouvement. La sélection à l'université, tabou absolu du syndicat fondé en 1907, a été entérinée. Le crépuscule de l'organisation de jeunesse se révèle long et douloureux.

La descente aux enfers du plus vieux syndicat étudiant commence en 2012 avec l'élection de ■■■

En juin, les CRS ont évacué les universités dans l'indifférence quasi générale.

Ils sont passés par l'Unef

À L'ÉLYSÉE



Stéphane Séjourné
Conseiller politique du président



Sibeth Ndiaye
Conseillère en communication

AU GOUVERNEMENT



Mounir Mahjoubi
Secrétaire d'Etat chargé du Numérique

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE



Jean-Luc Mélenchon
Député (LFI) des Bouches-du-Rhône



Alexis Corbière
Député (LFI) de Seine-Saint-Denis



Ugo Bernalicis
Député (LFI) du Nord



Guillaume Chiche
Député (LREM) des Deux-Sèvres



Clémentine Autain
Députée (LFI) de Seine-Saint-Denis



Pierre Person
Député (LREM) de Paris



Adrien Quatennens
Député (LFI) du Nord



Sacha Houlié
Député (LREM) de la Vienne



Aurélien Taché
Député (LREM) du Val-d'Oise

POLITIQUES



Michel Rocard
Premier ministre (PS) de 1988 à 1991



Harlem Désir
Ex-premier secrétaire du PS



Philippe Séguin
Figure du gaullisme social



Benoît Hamon
Fondateur de Génération.s



Marie-George Buffet
Secrétaire nationale du PCF de 2001 à 2010



Olivier Besancenot
Porte-parole du NPA



François Hollande
Ancien président de la République



Lionel Jospin
Premier ministre (PS) de 1997 à 2002



Julien Dray
Conseiller régional PS d'Ile-de-France



Gérard Filoche
Ex-militant historique du PS



Manuel Valls
Premier ministre (PS) de 2014 à 2016



Jean-Christophe Cambadelis
Ex-premier secrétaire du PS

unef
le syndicat étudiant

INCLASSABLES



Etienne Mougeotte
Ex-dirigeant du « Figaro » et de TF1



Jacques Julliard
Journaliste et essayiste



Alain Bauer
Criminologue



Caroline De Haas
Militante féministe



Roland Barthes
Philosophe



Bruno Masure
Journaliste

NICOLAS MESSYASZ/SIPA - ISOPIX/SIPA - IBO/SIPA (X7) - MICHEL EULER/AP/SIPA (X2) - REVELLI-BEAUMONT/SIPA - CHAMUSSY/SIPA (X4) - NICOLAS TAVERNIER/RÉA - SIPA (X2) - DELESSARD/NECO/SIPA - VINCENT ISORE/IP3 - BLONDET ELIOT/ABACA - ISA HARSIN/SIPA - MAXPPP - KAMIL ZIHNIOGLU/AP/SIPA - VILLARD/SIPA - IP3 PRESS/MAXPPP - SIMON ISABELLE/SIPA - LEWIS JOLY/SIPA - TRISTAN REYNAUD/SIPA

■■■ François Hollande – un ancien adhérent de l'Unef – à la présidence de la République. Des socialistes face à des socialistes : tout devrait bien se passer. Le président de l'Unef, Emmanuel Zemmour, échange alors régulièrement avec le ministre de l'Education nationale, Vincent Peillon, qui héberge des anciens de l'Unef dans son cabinet. Tous espèrent que les revendications très ancrées à gauche seront enfin portées par le nouveau gouvernement. Ils se heurtent à un mur. Emmanuel Zemmour est reçu par Manuel Valls dès sa prise de fonction au ministère de l'Intérieur. L'Unef et une délégation de la CGT exigent une réforme sociale et un titre de séjour pluriannuel pour les étudiants étrangers comme préalable à toute discussion. Le ministre leur répond sèchement : *« La France est à droite, on ne peut rien faire contre ça. »* L'entretien marquera la rupture de l'Unef avec la gauche de gouvernement. *« Je m'en sortais mieux avec la droite »*, se rappelle Emmanuel Zemmour, qui avait connu la dernière année du quinquennat de Nicolas Sarkozy : *« La droite louvoyait moins, le rapport était plus franc. François Hollande était persuadé de nous connaître et de savoir comment nous gérer. Ce qui n'était pas le cas... »* Le président de l'Unef ne parvient à obtenir du président de la République que l'application de l'une de ses promesses de campagne : la réforme des bourses étudiantes, augmentées et élargies dès 2013. Ce sera là l'unique trophée de Zemmour, devenu un temps conseiller chargé de la participation ci-

toyenne, la démocratie locale, la vie associative et la jeunesse au cabinet d'Anne Hidalgo, puis professeur. Progressivement, l'Unef se retournera contre ce pouvoir hollandais qui avait laissé croire à la jeunesse qu'elle serait la *« grande priorité »* du quinquennat.

L'arrivée de Manuel Valls à l'hôtel de Matignon, en 2014, envenime encore davantage les relations. *« Valls nomme Najat Vallaud-Belkacem à l'Education nationale et lui demande de traiter les syndicats étudiants sur un pied d'égalité, que ce soit l'Unef, la Fage ou l'Uni »*, explique une ex-conseillère de la Rue de Grenelle. Cette consigne ne présage rien de bon pour l'Unef. *« Traditionnellement, lorsque la gauche est au pouvoir, elle écoute davantage les revendications de l'organisation proche de ses idées,* poursuit l'ancienne conseillère. *En réalité, Valls a délibérément passé la consigne d'affaiblir l'Unef, notamment parce que son courant majoritaire était proche de l'aile gauche du PS. »*

Séisme. Les dirigeants de l'Unef entretiennent alors un lien fort avec le courant Un monde d'avance d'Henri Emmanuelli et Benoît Hamon. Même corpus idéologique, mêmes espoirs politiques, mêmes carrières... *« Ceux qui avaient leur carte à Un monde d'avance progressaient alors beaucoup plus rapidement dans l'organisation »*, confirme un ancien militant. Après les limogeages de Benoît Hamon, Arnaud Montebourg et Aurélie Filippetti de l'équipe Ayrault, l'aile gauche du PS rompt avec la gauche de gouvernement et fait souffler le vent tumultueux de la fronde sur l'Assemblée nationale.

Nouveau président de l'Unef, William Martinet veut incarner cette gauche en colère. Le jeune homme – mais vieil étudiant de 27 ans à l'époque – est un proche des frondeurs, notamment de Pouria Amirshahi, lui-même ex-président du syndicat. Martinet succède à Emmanuel Zemmour, qui le prévient : *« Il va falloir durcir le ton. »* L'occasion de passer à l'action se présente avec la loi El Khomri. L'Unef participe aux manifestations d'opposition et Manuel Valls ne le supporte pas. Alors que le mouvement s'éternise et que les violences enflamment les cortèges dans tout le pays, William Martinet est invité à calmer le jeu. *« Manuel Valls a exigé la tête de Martinet »*, croit savoir un ancien du bureau national. La suite ? La loi est adoptée et William Martinet rejoint La France insoumise. Les éléphanteaux quittent le PS et, après quarante ans de coups de billard à mille bandes pour en prendre le contrôle, les parrains se désintéressent de l'Unef. Il s'agit d'un séisme : la fin de l'histoire d'amour exclusive entre le syndicat et le PS.



Ni… ni. Défilé du 1er mai 2017, à Marseille, avant le deuxième tour de la présidentielle. En lice, deux candidats, Emmanuel Macron et Marine Le Pen, que l'Unef ne soutient pas.

CLÉMENT MAHOUDEAU/IP3

Le président de l'Unef rejoint La France insoumise. C'est la fin de l'histoire d'amour exclusive entre le syndicat et le PS.

Les répliques ne se font pas attendre, d'autant que l'Unef, sans tentative de putsch, ne serait pas vraiment l'Unef. A l'été 2017, huit membres du bureau national, engagés à La France insoumise, demandent à s'organiser en groupe autonome. Certains y voient un coup d'Etat visant à renverser la nouvelle présidente, Lilâ Le Bas, afin de placer l'Unef, cette *« Ena buissonnière »* – comme la surnommait l'ancien président Jean-Baptiste Prévost –, sous pavillon France insoumise. Cette opération permettrait de doter le mouvement de Jean-Luc Mélenchon d'un vivier et d'une école de cadres capables de l'inscrire durablement dans le paysage politique. *« Ces militants espéraient remplacer les vestiges du lien Unef-PS par un solide lien Unef-France insoumise »*, confie un cadre des jeunes mélenchonistes.

Nouveau monde, mais vieilles recettes : le putsch se fomente à grand renfort de rendez-vous discrets et de « cafés politiques ». Membres de la majorité et réseaux d'anciens sont approchés par David Guiraud, collaborateur du député Eric Coquerel – spécialiste jeunesse de Jean-Luc Mélenchon – et responsable des Jeunes Insoumis. David Guiraud, que l'on surnomme « Exterminator » dans les couloirs du parti de gauche, rencontre souvent les membres du syndicat, dont Lilâ Le Bas. Il nie pourtant en bloc son implication et ■■■

■■■ celle du mouvement dans l'opération : *« Les huit militants se sont organisés tout seuls, ils n'ont pas eu besoin de nous pour faire de l'entrisme au sein de l'Unef,* se défend-il. *En revanche, on ne cache pas que, dans une perspective de prise du pouvoir, on a besoin de gens formés à devenir des cadres. J'en ai rencontré, oui, pour leur montrer l'intérêt qu'ils pouvaient apporter au processus de révolution citoyenne. »*

Des prises de contact qui ne sont pas du goût de Lilâ Le Bas (qui n'a pas souhaité répondre à nos questions) : elle décide mi-juillet 2017 d'une grande purge et évince les huit factieux du bureau national au nom du refus de toute ingérence politique. Si la tête est sauve, les tentacules locaux, eux, s'« insoumisent » peu à peu. *« Nous sommes une majorité de mélenchonistes dirigés par un bureau PS, ça commence à grincer »*, explique un ancien du bureau. Les grosses unités locales de Marseille, Clermont et Grenoble ont déjà signifié à Le Bas qu'elles se mettaient en marge de la majorité dirigeante. Ce n'est plus tant à l'institution Unef qu'à ses ressources vives que le nouvel organe hégémonique de la gauche s'intéresse. Même si les signes se font ténus, l'Unef porte encore l'héritage trotsko-lambertiste de l'Organisation communiste internationale, insufflé dans les années 1980 par Jean-Christophe Cambadélis. Ses caractéristiques ? Un esprit d'appareil rigide et sans faille, un sens aigu de l'organisation et de l'efficacité, une atmosphère presque militarisée. *« Quand tu entres, on te caporalise, on t'inculque la culture du silence, et surtout on t'oblige à être dévoué corps et âme à l'organisation, sinon tu ne montes pas les échelons. C'est ça, l'ADN lambertiste. Et, en même temps, c'est un lieu de formation et d'émancipation politique incroyable, qui forme une élite militante »*, confie, fière, une ex-dirigeante de l'époque Bruno Julliard. Preuve en est l'annuaire des anciens de l'Unef déborde d'ex-militants devenus leaders aguerris de la gauche : François Hollande, Manuel Valls, Michel Rocard, Lionel Jospin... Même le « nouveau monde » d'Emmanuel Macron s'appuie sur des anciens de l'Unef comme Stéphane Séjourné et Sibeth Ndiaye à l'Elysée, ou les députés Sacha Houlié, Pierre Person, Guillaume Chiche, Aurélien Taché.

« Luttes intersectionnelles ». Fatiguée, la vieille dame tente de retrouver du sens sur le plan idéologique. Depuis l'élection de William Martinet, son curseur s'est déplacé encore un peu plus vers la gauche. L'organisation se fait plus présente sur des thématiques sociétales : elle s'est éloignée de son idéal universaliste pour axer son combat contre les discriminations, appellées aujourd'hui « luttes intersectionnelles » (sociales, sexuelles, raciales), notamment pour élargir son audience et son électorat. C'est à ce titre que l'Unef a soutenu le festival afroféministe Nyansapo, organisé au printemps à Paris par l'association Mwasi, et dont une partie était *« non mixte, réservée aux femmes noires »*. Ou qu'elle a défendu et organisé des réunions *« non mixtes racisées »*, un concept importé des campus américains, qui consiste à soustraire les *« victimes de discriminations »* à la domination des *« mâles blancs »*, le temps d'une assemblée.

L'Unef fait également des appels du pied aux étudiants musulmans en présentant des listes communes avec les Etudiants musulmans de France, émanation de l'Union des organisations islamiques de France, à Lyon-IV ou Orléans. Une rupture nette avec les positions laïques et féministes exprimées par l'Unef, notamment en 2013, lorsque le syndicat se prononçait contre le port du voile à l'université. *« Nous travaillons depuis très longtemps avec la Jeunesse ouvrière chrétienne de France, cela n'a jamais suscité la moindre polémique »*, relève un ex-membre du bureau national, qui soutient l'engagement et la visibilité de militantes voilées à l'Unef. *« Les vieux parrains de l'Unef doivent se faire une raison, il y a eu un changement de génération. Beaucoup d'entre nous sont les premiers de leur famille à intégrer l'université, de nombreuses personnes racisées siègent et militent à l'Unef, trois femmes sont à la tête de l'organisation... Chez nous, tout le monde prend la parole et personne ne se voit réduit à sa religion ou à son genre. La seule chose qui compte, c'est l'engagement à gauche »*, explique-t-elle.

« S'ils sont aussi sensibles aux sirènes des islamistes, c'est parce qu'ils ont perdu leur autorité. Ils inscrivent des revendications cultuelles dans leur programme pour gagner des voix », rétorque Julien Dray, qui, comme la plupart des anciens, ne reconnaît plus l'Unef, avec laquelle il entretenait un lien charnel. Comme beaucoup d'entre eux, il espère qu'une nouvelle génération reprendra ce flambeau du syndicat, aussi mal en point que la gauche ■

L'Unef et la laïcité, une cohabitation difficile

- Depuis 2013, des réunions *« non mixtes racisées »* ont lieu à plusieurs reprises dans le cadre du bureau national, le « gouvernement » du syndicat.
- En 2015, lors d'un Collectif national (Parlement du syndicat), une salle de prière est ouverte à l'université de Nanterre à la demande de quelques militants musulmans.
- Au printemps 2017, l'Unef soutient le festival afro-féministe Nyansapo, organisé au printemps à Paris par l'association Mwasi, et dont une partie était *« non mixte, réservée aux femmes noires »*.
- En mai 2018, Maryam Pougetoux, porte-parole de l'Unef à Paris-IV, apparaît dans un reportage télévisé avec un hijab, le voile qui encadre le visage.

Omerta. En février 2018, *Libération* a recueilli le témoignage de 16 femmes victimes de harcèlement sexuel ou de viol de la part de dirigeants de l'Unef entre 2007 et 2015. Quelques mois plus tôt, en novembre 2017, *Le Monde* publiait une tribune signée par 83 anciennes adhérentes dénonçant *« le contrôle du corps des femmes »* au sein du syndicat depuis les années 2000. L'actuelle présidente, Lilâ Le Bas, blâme des *« comportements individuels »*, mais ces révélations mettent surtout en lumière le système de prédation et la culture du silence inculquée dans cette organisation testostéronée.

« S'ils sont aussi sensibles aux sirènes des islamistes, c'est parce qu'ils ont perdu leur autorité. » Julien Dray